

ENTRE POIDS DES MISSIONS ET MANQUE DE MOYENS, L'AMATEURISME DE LA DGAP !

Paris, le 26 mars 2026

L'évasion récente survenue à Bar-le-Duc lors d'un retour d'extraction judiciaire vient, une fois de plus, rappeler la dangerosité inhérente à nos missions. En réponse, la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire (DGAP) a diffusé une note relative à l'usage des moyens de contrainte.

Si l'objectif de sécurisation est partagé par tous, l'**UFAP UNSa Justice de Paris** dénonce une énième approche déconnectée des réalités du terrain et des risques spécifiques.

La réalité parisienne...

À Paris et en Île-de-France, nos collègues des pôles d'extractions judiciaires (PREJ) et des Équipes de Sécurité Pénitentiaire (ESP) gèrent quotidiennement des profils d'une extrême dangerosité. Qu'il s'agisse du **Crime Organisé**, du **Grand Banditisme** ou de détenus poursuivis pour **Terrorisme**, la menace de l'appui extérieur ou du passage à l'acte est constante face à des détenus déterminés !

L'administration ne peut se contenter de durcir les consignes sans offrir les moyens matériels et humains adéquats. Sécuriser une extraction ne se résume pas à l'application rigide d'une note de service. Cela exige une évaluation dynamique de la dangerosité et des effectifs formés et en nombre suffisant, mais surtout un **matériel de contrainte moderne et adapté**.

Stop au bricolage administratif !

Nos personnels interviennent trop souvent avec un matériel obsolète ou inadapté.

L'**UFAP UNSa Justice de Paris** exige un plan d'équipement massif incluant : **menottes et entraves de haute sécurité, gilets pare-balles de nouvelle génération ; armement adapté aux menaces**.

Entre bureaucratie et terrain : le fossé se creuse

Pendant que l'**UFAP UNSa Justice** monte au créneau pour exiger ces garanties, nous observons avec consternation l'attitude de certains. À Paris comme ailleurs, ils semblent s'être spécialisée dans le commentaire de texte ou d'événement.

Il est facile de rédiger des critiques mais la réalité des escortes ne s'acquière pas dans un fauteuil. Contrairement à ceux qui brillent par leur absence et ignorent tout de la complexité des escortes, nos représentants, eux, sont quotidiennement aux côtés des agents.

L'**UFAP UNSa Justice de Paris** exige une **révision immédiate des protocoles** pour les extractions sensibles, l'**arrêt de l'improvisation sécuritaire** qui fait reposer la responsabilité d'un éventuel incident sur les seules épaules des agents, un **plan Marshall** pour les PREJ et les ESP. Nous ne voulons plus de notes de service, nous voulons des hommes et du matériel !

L'administration doit cesser de réagir dans l'urgence après chaque incident, à la manière des commentateurs médiatiques ou syndicaux.

La sécurité de nos personnels ne peut faire l'objet d'aucun compromis, ni d'aucune improvisation !

Le Bureau Régional UFAP UNSa Justice de Paris